



## COLLECTIF NATIONAL CREDIT AGRICOLE

Chers collègues,

Nous avons bien pris note des questions construites à l'issue de la présentation technique du 9 septembre dernier. Dans un contexte ou patronat et MEDEF, la classe capitaliste bourgeoise, semble profiter des largesses gouvernementales pour accentuer ses demandes antisociales et réduire à néant les droits acquis par les longues et difficiles luttes ouvrières, les questions préparées et proposées pour la journée du 1<sup>er</sup> octobre nous apparaissent bien complaisantes : elles mériteraient selon nous des positions et des réclamations un peu plus fermes de la part des représentants de salariés que nous devons assumer, afin d'obtenir des réponses engageantes et claires de la part de la FNCA.

L'antagonisme des intérêts de classe et les intérêts de ceux que nous sommes censés représenter imposent selon nous une autre approche que celle du « pacte de responsabilité » issu de l'ANI du 11 janvier 2013, dicté par les plans d'austérité de l'Union Européenne au service du grand capital. Le Crédit Agricole exploite son appellation non contrôlée de « Coopératif, Mutuel », abuse les usagers, sociétaires et salariés par sa communication édulcorée et dans les faits, agit en pionnier de l'exploitation capitaliste. Il opère en laboratoire du MEDEF auquel il n'appartient en théorie pas, et obtient, grâce à son architecture mutuelle, le soutien des politiques locaux et nationaux, d'autres désignent cela comme des « lobbies ».

Notre devoir de syndicaliste n'est pas d'entendre et compatir aux inlassables plaintes patronales contre les règles, les lois et la fiscalité.

Notre rôle est de leur rappeler leurs responsabilités sociales et sociétales dans la crise financière, leur rappeler que depuis des années les gouvernements successifs leur ont fait des cadeaux fiscaux et sociaux dont nous ignorons toujours les montants cumulés pour le CA (mais estimés à 240 milliards pour les Entreprises du CAC), 66 millions pour le CICE, combien pour les exonérations de cotisation de la branche Famille du pacte ? Combien sur le cumul des allègements ? Combien dans les paradis fiscaux ?

Tout cela pour la seule satisfaction de CASA, des actionnaires.

**Plutôt que de constater que cette stratégie ne sert que les intérêts particuliers de la minorité dirigeante, sommes-nous incapables d'imposer à nos dirigeants, dans l'unité syndicale, un cahier revendicatif qui servirait les intérêts particuliers des salariés, des sociétaires et usagers ?** Pour les salariés que nous représentons, il s'agit des emplois, des salaires versés, socialisés, des conditions de vie de leur état de travailleurs.

Nous vous proposons à partir de cette réflexion de bâtir ensemble ce temps d'échanges avec les Dirigeants pour permettre d'aller, à l'issue de la réunion, vers une négociation progressiste avec le soutien si nécessaire, des collègues des Caisses et filiales. Nous vous proposons d'axer nos échanges et nos exigences autour des éléments évoqués dans le support CGT « la lettre aux Administrateurs » que nous avons envoyée en juillet.

Nous voudrions pouvoir compter avec vous sur une détermination à rallumer la confiance en demain en portant ensemble des propositions progressistes.

Cordialement , Alain BABIN pour la CGT

